

PROGRAMME
COMPLET
ET INSCRIPTIONS

www.strategie.gouv.fr

- **Inscription impérative avant le 21 novembre 2011 en précisant vos coordonnées et qualité par mail : daniele.vidal@strategie.gouv.fr ou par téléphone : +33 (0)1 42 75 63 13**
- **Pour tout renseignement :**
 - **Centre d'analyse stratégique :**
Sylvain Lemoine, Chef du Département Questions sociales
Tél. : +33 (0) 1 42 75 60 40, sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr
 - **Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes :**
Adil Jazouli, Chargé de mission auprès du SG CIV
Tél. : +33 (0) 1 49 17 46 04, adil.jazouli@ville.gouv.fr
- **Contacts Presse :**
 - **Centre d'analyse stratégique :**
Jean-Michel Roullé, Responsable de la communication
Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37, jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Pour vous rendre au colloque :
Métro : lignes 8, 12 et 13
Stations : Invalides, Solférino, Varenne
RER C - Station : Invalides



Centre d'analyse stratégique
18, rue de Martignac
75700 Paris 7^{ème}
Tél. 01 42 75 60 00



Secrétariat Général du Comité Interministériel
des Villes
Ministère de la Ville et du Grand Paris
35, rue Saint Dominique
75007 Paris
Tél : 01 42 75 80 00

www.strategie.gouv.fr

Centre
d'analyse
stratégique



COLLOQUE

Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique
Hervé Masurel,
Secrétaire général du Comité interministériel des villes

ont le plaisir de vous convier au colloque

Des "effets de quartier"
à la politique de la ville.
Perspectives internationales

Judi 24 novembre 2011
de 9h30 à 17h

Centre d'analyse stratégique
18, rue de Martignac - 75700 Paris 7^{ème}

www.strategie.gouv.fr

INVITATION

En quoi le fait d'habiter dans un quartier défavorisé, ou au contraire favorisé, affecte-t-il les comportements et les trajectoires individuels ? Ces effets, dits "de quartier", sont-ils liés à la concentration de personnes partageant des caractéristiques communes ? A leur lieu de résidence (isolement spatial, stigmatisation etc.) ? Aux évolutions sociales et structurelles extérieures au quartier ?

Aux États-Unis et dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les principaux "effets de quartier" retenus par les politiques sont ceux liés à la concentration de la pauvreté. Leur existence présumée engendre des politiques publiques ciblant des territoires défavorisés - ceux de la "géographie prioritaire" en France - qui visent à promouvoir la mixité sociale par des politiques de déségrégation urbaine.

Au-delà de ce consensus politique sur la nécessité de réduire les zones de concentration de populations pauvres, la pertinence de ces stratégies fait l'objet de vives controverses dans la communauté scientifique, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en France, où les travaux sur les "effets de quartier" sont en plein développement.

Au moment du lancement du programme national de rénovation urbaine 2, quelles leçons tirer de ces recherches ? Quels leviers d'action pour promouvoir la mobilité sociale ? Quels nouveaux compromis entre soutien aux territoires et soutien aux personnes ?

09h00 **Accueil**

09h30 **Introduction**
Pierre-François MOURIER,
Directeur général adjoint
du Centre d'analyse stratégique

09h45 **Table ronde 1 :**
Mécanismes
des "effets de quartier"

Animateur : Noémie HOUARD,
Chargée de mission, département Questions
sociales du Centre d'analyse stratégique

► En quoi le fait d'habiter dans un quartier défavorisé affecte-t-il les comportements individuels ? A partir des données disponibles, quels "effets de quartier" peut-on mettre en évidence (comportements électoraux, scolaires, délinquance, santé etc.) ? Sont-ils liés à des facteurs endogènes ("effets de pair", concentration de personnes en difficulté etc.) ou à des facteurs exogènes (isolement spatial, stigmatisation, évolutions structurelles extérieures au quartier) ?

George GALSTER, Professor of Urban Affairs,
Wayne State University, Detroit, États-Unis

Henri REY, Directeur de recherches au CEVIPOF,
Sciences Po

Florent SARI, Chargé de recherche à l'Université
Paris-Est Marne-la-Vallée

11h15 **Table ronde 2 :**
Portée des "effets de quartier"

Animateur : Anthony BRIANT,
Sous directeur des études stratégiques et de
l'évaluation au Comité interministériel des
villes

► Les "effets de quartier" marquent-ils durablement les trajectoires individuelles ? Comment caractériser la mobilité sociale des habitants des quartiers défavorisés ?

Que peut-on dire en termes de parcours scolaire, professionnel et résidentiel ? Dispose-t-on des données nécessaires pour révéler ces processus ?

Jean-Louis PAN KÉ SHON, Chargé de
recherches, Institut national d'études
démographiques

Sophie BODY-GENDROT, Professeure
à l'université Paris-Sorbonne

Maarten VAN HAM, Professor of Urban Renewal,
Delft University of Technology, Pays-Bas

12h30 **Déjeuner libre**

14h00 **Table ronde 3 :**
Implications politiques de
la notion d'"effets de quartier"
- Comparaisons internationales

Animateur : Adil JAZOULI,
Chargé de mission auprès du Secrétaire
général du Comité interministériel des Villes

► Aux États-Unis et dans de nombreux pays d'Europe occidentale, la plupart des politiques menées pour les quartiers défavorisés et leurs habitants sont fondées sur l'existence présumée d'"effets de quartier" qui seraient liés à la concentration de populations pauvres, parfois même de minorités ethniques. Quelles tendances politiques observe-t-on ? Au vu des recherches disponibles sur les "effets de quartier", que peut-on dire en termes d'efficacité de ces politiques publiques ?

Duncan Mc LENNAN, Professor at the University
of St Andrews, Royaume-Uni

Cyril COSME, Conseiller social à l'Ambassade
de France aux États-Unis

Marie-Hélène BACQUÉ, Sociologue, Professeure
à l'université Paris-Ouest

15h30 **Table ronde 4 :**
En France, quelle prise en
compte du critère territorial
dans l'action publique ?

Animateur : Julien DAMON,
Professeur associé à Sciences Po, conseiller
scientifique au Centre d'analyse stratégique

► En France, la politique de la ville cible des territoires dits "prioritaires" dans l'objectif de rattraper les écarts avec leur environnement. Or, chaque année, les rapports de l'ONZUS révèlent que les inégalités sociales ne se résorbent pas. Dès lors, l'efficacité de la politique de la ville en matière de promotion socio-économique est interrogée. D'autant plus que les habitants des quartiers ciblés sont parfois stigmatisés comme en témoignent les récentes saisines du Défenseur des Droits. Au moment du lancement du programme national de rénovation urbaine 2, quels nouveaux compromis entre soutien aux territoires et soutien aux personnes ? Faut-il abandonner le critère territorial dans l'action publique ? Doit-on envisager un nouveau critère de discrimination : celui de "discrimination territoriale" ?

Thomas KIRSZBAUM, Chercheur associé
à l'Institut des Sciences sociales du Politique,
Ecole normale supérieure de Cachan

Daniel BÉHAR, Directeur de la coopérative
ACADIE, Professeur associé de géographie à
l'Institut d'Urbanisme de Paris

Edward G. GOETZ, Professor of urban and
regional planning at the Humphrey School,
University of Minnesota, États-Unis

17h00 **Conclusion de la journée**
Hervé MASUREL,
Préfet et Secrétaire général du comité
interministériel des villes